

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Maintenance préventive, corrective et fourniture des pièces détachées, et consommables (appelés ingrédients) des équipements de reprographie au profit du CHU de Bordeaux

Le présent document comporte une annexe.

N° du CCP : 25EEASLA241

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Durée et délais d'exécution	4
4.1 - Durée du contrat	4
4.2 – Délais d'exécution	4
5 - Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	6
6 - Garanties Financières	7
7 - Avance	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
8 - Modalités de règlement des comptes.....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	9
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10 - Développement durable	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	10
11.1 – Vérifications.....	10
11.2 - Décision après vérification	11
12 - Garantie des prestations.....	12
13 - Pénalités.....	13
14 - Assurances	13
15 - Clause de réexamen	13
16 - Résiliation du contrat.....	15
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	15
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
17 - Règlement des litiges et langues.....	17
18 - Clauses complémentaires	17
19 - Clauses techniques particulières	17
19.1 – Maintenance préventive	17
19.2 – Maintenance corrective.....	18
19.3 – Fourniture des pièces détachées et consommables (ingrédients).....	18
19.4 – Modalités communes à toutes les prestations de maintenance	18
20 - Dérogations.....	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent : Maintenance préventive, corrective et fourniture des pièces détachées, et consommables (appelés ingrédients) des équipements de reprographie au profit du CHU de Bordeaux

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Groupe hospitalier Sud - avenue Magellan - 33604 PESSAC CEDEX

Définitions des différentes maintenances

- **Maintenance préventive**

Maintenance préventive systématique

La maintenance préventive comprend les prestations destinées à réduire le nombre de pannes des équipements et à prolonger leur durée d'utilisation. Elle a pour but de déceler les problèmes potentiels avant qu'ils ne provoquent des défaillances, donc d'accroître la disponibilité du matériel.

- **Maintenance corrective**

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des équipements à la suite d'une défaillance. Il s'agit de l'ensemble des activités réalisées après la défaillance de l'équipement, ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre d'accomplir une fonction requise au moins provisoirement. Toute intervention de maintenance corrective est poursuivie jusqu'à la mise en œuvre des opérations de maintenance palliative a minima.

Elle comprend :

– le diagnostic de la défaillance (détection, localisation, analyse) ;

– la remise en état avec ou sans modification.

La maintenance corrective est scindée en deux parties : la maintenance palliative et la maintenance curative.

La maintenance palliative a pour objet les activités de maintenance corrective destinées à permettre à un bien d'accomplir provisoirement tout ou partie d'une fonction requise.

La maintenance curative a pour objet les activités de maintenance corrective destinées à rétablir un bien dans un état spécifié ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des activités réalisées doit présenter un caractère permanent ;

– le contrôle du bon fonctionnement.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison et/ou d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison et/ou d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

L'envoi du bon de commande se fera soit par courrier, soit par fax soit par EDI (Echange de Données Informatisées).

Le titulaire devra accuser la réception des bons de commande par tous moyens écrits.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le tarif du titulaire des pièces détachées les plus courantes objets de l'accord-cadre conformément au fichier Excel fourni.
- Document de présentation de la structure SAV dédiée au présent accord-cadre
- Note sur les mesures environnementales

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

4.2 - Délais d'exécution

MAINTENANCE CORRECTIVE SUR SITE

- le délai maximum de remise en ordre de marche à réception d'un bon de commande par le titulaire est fixé à **8 jours ouvrés**. Le délai applicable au présent accord-cadre sera celui précisé par le titulaire dans le bordereau de prix unitaires si celui-ci est inférieur au délai précité.

MAINTENANCE CORRECTIVE EN ATELIER SAV

- le délai maximum d'envoi d'un devis à réception du matériel par le titulaire applicable au présent accord-cadre sera celui précisé par le titulaire dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

-Le délai maximum d'immobilisation* à compter de la réception d'un bon de commande par le titulaire est fixé à **8 jours ouvrés**. Le délai applicable au présent accord-cadre sera celui précisé par le titulaire dans le bordereau de prix unitaires si celui-ci est inférieur au délai précité.

*Le délai d'immobilisation maximum court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire jusqu'à la réception du matériel réparé par le pouvoir adjudicateur de l'établissement concerné.

PIÈCES DETACHEES ET CONSOMMABLES (INGRÉDIENTS)

-Le délai maximum de livraison des pièces détachées et consommables (ingrédients) à compter de la réception d'un bon de commande par le titulaire applicable au présent accord-cadre sera celui précisé par le titulaire dans le bordereau de prix unitaires.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

MAINTENANCE PREVENTIVE SUR SITE

Les prix de la **maintenance préventive** comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au **CCP** et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la main d'œuvre,
- les frais de déplacement,
- les mises à jour logicielles sans ajout de nouvelles fonctionnalités le cas échéant,
- les pièces détachées si la procédure en comprend,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

MAINTENANCE CORRECTIVE SUR SITE ET FOURNITURE DES PIÈCES DETACHEES

Les prix de la **maintenance corrective sur site et la fourniture des pièces détachées** comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au **CCP** et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la garantie,
- la main d'œuvre,
- les frais de déplacement,
- les pièces détachées,
- les frais de port des pièces détachées,

- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

MAINTENANCE CORRECTIVE EN ATELIER SAV ET LA FOURNITURE DES PIÈCES DÉTACHÉES

Les prix de la maintenance corrective en atelier SAV et de la fourniture des pièces détachées comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la garantie,
- la main d'œuvre,
- les frais de port retour de l'équipement concerné,
- les pièces détachées,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

CONSOMMABLES (ingrédients)

Les prix des consommables comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCP et notamment :

- le conditionnement, l'emballage et la manutention,
- l'assurance,
- le stockage,
- les opérations de vérifications,
- la documentation,
- le transport jusqu'au lieu de livraison,
- les frais afférents aux opérations de vérification et à la livraison franco destination sur le territoire français, droits d'autorisation d'exportation et assurance jusqu'au lieu de destination compris,
- les frais de gestion,
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

5.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

MAINTENANCES

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire (correspondant au jour et mois de la date de notification de l'année en cours de révision) par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 20.0\% + 80.0\% [(0.75 \text{ ICHT-IME } (n) / \text{ ICHT-IME } (o)) + (0.25 \text{ FSD1 } (n) / \text{ FSD1 } (o))]$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le titulaire du marché notifiera au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord cadre. Dans le cas contraire, les anciens tarifs seront appliqués. Cette demande sera envoyée par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante : achat.p2h@chu.bordeaux.fr

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Code	Libellé	Sources
ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques	https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183
FSD1	(Indice de remplacement du PSDA)	

PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES (INGREDIENTS)

Les prix sont ajustables trimestriellement, par référence au tarif. La référence utilisée est : Le tarif du fournisseur des pièces détachées et le bordereau de prix unitaires.

Variation du taux de remise et offres promotionnelles

Le taux de remise inscrit au bordereau de prix unitaires est un taux plancher.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises supérieures. Notamment, il peut faire bénéficier au pouvoir adjudicateur d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au pouvoir adjudicateur ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

Hors liste

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander des références non inscrites sur la liste tarifaire et correspondantes à l'objet de l'accord-cadre.

Le montant total des achats effectués hors liste ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total de l'accord-cadre.

Le pourcentage de remise minimum applicable sur les pièces détachées et les consommables sera celui indiqué dans le bordereau de prix unitaires. En l'absence de pourcentage de remise dans l'offre du titulaire, le taux de remise est équivalent à zéro.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) par mail avec accusé de réception (achat.p2h@chu.bordeaux.fr) au pouvoir adjudicateur, avec un préavis de 3 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Adresse Chorus : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Le mode d'emploi Chorus : <https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/dematerialisation-des-documents/chorus-pro-mode-demploi>

Le dépôt de la facture dans CHORUS doit impérativement faire apparaître :

- Le numéro de marché (indiqué sur l'acte d'engagement)
- Le numéro de commande

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

L'adresse d'exécution sera précisée sur chaque bon de commande.

Les conditions techniques d'exécution sont précisées à l'article 19 du présent document.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le prestataire s'engage à respecter les mesures détaillées dans son offre.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Opérations de vérifications

Concernant la nature des opérations

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du bon de commande.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur l'accord-cadre et/ou sur le bon de commande.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées ou des prestations exécutées avec les spécifications de l'accord-cadre.

Concernant les frais de vérifications

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date :

- de remise du rapport d'intervention dans le cadre d'une maintenance préventive sur site,
- de remise en ordre de marche dans le cadre d'une maintenance corrective sur site,
- de réception du matériel par le pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une maintenance corrective en atelier SAV,
- de livraison pour les pièces détachées et les consommables (ingrédients).

Concernant la présence du titulaire

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Déroulement des opérations de vérifications

Les opérations de vérification sont exécutées par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues ci-après.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des services est réputée acquise.

Pour les vérifications qui sont effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date :

- de remise du rapport d'intervention dans le cadre d'une maintenance préventive sur site,
- de remise en ordre de marche dans le cadre d'une maintenance corrective sur site,

- de réception du matériel par le pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une maintenance corrective en atelier SAV,
- de livraison pour les pièces détachées et les consommables (ingrédients).

Dans le cas d'un accord-cadre comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Décisions après vérifications

Vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Contenu des décisions

Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du bon de commande. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la date :

- de remise du rapport d'intervention dans le cadre d'une maintenance préventive sur site,
- de remise en ordre de marche dans le cadre d'une maintenance corrective sur site,
- de réception du matériel par le pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une maintenance corrective en atelier SAV,
- de livraison pour les pièces détachées et les consommables (ingrédients).

Ajournement

1. Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionnés.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

2. Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

3. Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Rejet

1. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

2. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

3. Par dérogation à l'article 25.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Transfert de propriété

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

12 - Garantie des prestations

MAINTENANCE CORRECTIVE ET FOURNITURE DES PIÈCES DÉTACHÉES

La durée de garantie d'une maintenance corrective, des pièces détachées applicable dans le cadre de l'accord-cadre sera celle précisée par le titulaire dans le bordereau de prix unitaires.

Le point de départ de la garantie pour la maintenance corrective sur site est la date de notification de la décision d'admission au titulaire, en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la remise en ordre de marche.

Le point de départ de la garantie pour la maintenance corrective en atelier SAV est la date de notification de la décision d'admission au titulaire, en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la réception du matériel par le pouvoir adjudicateur.

Le point de départ de la garantie pour les pièces détachées est la date de notification de la décision d'admission au titulaire, en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la date de livraison.

La garantie s'entend comme une prestation complète, intégrant notamment tout vice de fabrication.

La garantie inclut les prestations, les pièces détachées, la main d'œuvre, et les frais de port.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage en cas de défaillance du produit à procéder à un échange standard à ses frais.

Toute fourniture qui présenterait une défectuosité devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

La garantie ne s'appliquera pas en cas de dysfonctionnements, pannes ou détériorations non imputables au fonctionnement normal ou à une utilisation normale des matériels, ni après réparation par des personnes non habilitées par le titulaire.

CONSOMMABLES (ingrédients)

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant la durée de vie minimale du consommable.

Le point de départ de la garantie pour les consommables est donc la date de notification de la décision d'admission au titulaire, mais en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la date de livraison.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'engage en cas de défaillance du dispositif à procéder à un échange standard à ses frais. La durée de cette garantie devra être précisée dans la documentation technique du titulaire remis à l'appui de l'offre.

Toute fourniture qui présenterait une défectuosité dans un lot devra faire l'objet d'un remplacement immédiat et gratuit.

13 - Pénalités

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1,0/100 de la valeur HT des prestations en retard assortie d'un montant minimum de 100,00 €.

Pour l'application des pénalités, les délais contractuels d'exécution (imposés par le pouvoir adjudicateur ou précisés par le titulaire dans le bordereau de prix unitaires) sont précisés à l'article 4.1 du CCP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Cession du marché public :

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur de l'Établissement.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation des fournitures objet du marché serait transférée à un autre opérateur, le marché pourra être cédé et un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

Evolution réglementaire :

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du présent accord cadre, le titulaire pourra proposer une modification des fournitures de son offre initiale, l'établissement se réservant le droit de suite. Le prix des fournitures modifiées ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans le marché public en application du présent CCP.

Arrêt de fabrication ou de commercialisation des fournitures objets des marchés ou de leurs fournitures de substitution. Le titulaire propose de délivrer une fourniture de technologie ou de catégorie supérieure à celle(s) prévue(s) dans le présent accord cadre. Le prix de la fourniture de substitution ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans l'accord cadre en application du présent CCP.

Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de recourir aux dispositions du présent CCP.

Dans tous ces cas, le titulaire doit informer par mail le CHU de Bordeaux dans les meilleurs délais et obtenir son accord préalable écrit avant toute substitution.

Cet accord préalable, daté et signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, sera matérialisé par mail.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution, également appelés « produits de remplacement ».

Evolution du parc :

Dans l'hypothèse où un équipement aurait été acquis en cours d'exécution de l'accord-cadre, et venait à voir sa garantie expirer alors que l'accord-cadre est encore en cours d'exécution, les parties se réuniront afin de procéder à l'ajout de cet équipement dans le périmètre de l'accord-cadre et de définir les conditions de mise en œuvre de cet ajout, notamment financières.

Il ne pourra s'agir que d'équipements de marque identique à ceux compris dans l'accord-cadre. Dans le cas où il s'agirait d'une marque différente des autres équipements, le Titulaire devra fournir les documents et attestations nécessaires pour justifier de sa capacité à maintenir les équipements.

Cet accord fera l'objet d'un avenant.

Il se peut également que des équipements soient retirés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

Extension de gamme :

En cours d'exécution de l'accord-cadre le titulaire peut proposer la commercialisation d'une référence qui correspond mieux à l'utilisation.

Dans ce cas, l'opérateur économique est tenu de produire au CHU de Bordeaux un courrier stipulant :

- que cette nouvelle référence s'ajoute à l'ancienne,
- et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Rupture de livraison

Dans le cas où la fourniture ferait l'objet d'une rupture de stock, le titulaire informera obligatoirement le pouvoir adjudicateur par téléphone ou courriel sous un délai de vingt-quatre (24) heures maximums.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, indépendamment des pénalités de retard prévues ci-dessus, et après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée sans effet dans le délai fixé, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché public sans indemnités, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de 15 jours. La résiliation sera prononcée le cas échéant avec exécution des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

Exécution par défaut

Avec Résiliation

Si un marché public est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Sans Résiliation

Si le titulaire n'exécute pas une prestation prévue, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

18 - Clauses complémentaires

Obligations d'égalité, de laïcité, et de neutralité :

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur/ l'autorité concédante est informé(e), à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

19 - Clauses techniques particulières

19.1 - Maintenance préventive

La définition de la maintenance préventive est stipulée à l'article 1.1 du présent accord-cadre.

La maintenance préventive aura lieu, selon la modalité et les recommandations du constructeur.

La maintenance préventive devra être réalisée conformément aux procédures préconisées par le constructeur. Elle couvrira les opérations d'entretien, de contrôles, de réglages, et de mise à niveau si nécessaires (logiciel inclus sans ajout de nouvelles fonctionnalités) ainsi que le remplacement des pièces détachées préconisées par le constructeur.

- Planification d'une maintenance préventive sur site

A la réception du bon de commande, le titulaire prendra contact avec le service concerné pour établir un planning prévisionnel de maintenance qui sera fixé en commun accord avec le service concerné.

19.2 - Maintenance corrective

La maintenance corrective est définie à l'article 1.1 du CCP. Les maintenances correctives seront réalisées selon le besoin soit sur site soit en atelier SAV.

Maintenance corrective EN ATELIER SAV

A la survenance d'un besoin, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur un devis en respectant d'une part le délai maximum à réception du (ou des) matériel(s) et d'autre part les conditions financières définies dans le bordereau de prix unitaires.

Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de refuser ou d'accepter le devis :

- dans le cas d'une acceptation du devis, le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande qui permet au titulaire de commencer la prestation.
- dans le cas d'un refus, le titulaire restituera l'équipement au pouvoir adjudicateur.

Maintenance corrective sur site

A la survenance du besoin, le service concerné envoie un bon de commande au titulaire de l'accord-cadre.

La date de réception par le titulaire du bon de commande définit le début du délai maximal de remise en ordre de marche de l'équipement. Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations dans les délais et les conditions financières définies dans le bordereau de prix unitaires.

19.3 - Fourniture des pièces détachées et consommables (ingrédients)

Les pièces détachées et consommables (ingrédients) proposés et fournis par le titulaire seront soit d'origine, soit génériques. Les pièces génériques permettront de conserver les performances initiales des équipements concernés.

Le titulaire de l'accord-cadre assurera la fourniture de l'ensemble des pièces détachées et consommables (ingrédients) nécessaires aux interventions correctives.

Tous les échanges standards possibles seront inclus dans les listes demandées.

Toute fourniture non reconditionnée est strictement interdite.

Les prix de tous les produits proposés seront franco d'emballage.

Aucun minimum de commande ne sera accepté.

19.4 - Modalités communes à toutes les prestations de maintenance

19.4.1 - Consignes à respecter

Le titulaire qui réalisera la maintenance devra :

- respecter les consignes générales de sécurité et d'entretien, préconisées par le constructeur.
- réaliser un contrôle des performances, pour s'assurer de la conformité de l'équipement aux spécifications du fabricant, après maintenance.

L'équipement ne pourra être remis en fonctionnement dans le service qu'avec l'assurance de son fonctionnement intégral et après accord préalable du service concerné.

19.4.2 - Rapport d'intervention

Toute opération de maintenance donnera lieu à l'élaboration par le titulaire d'un rapport d'intervention qui attestera que les opérations prévues dans le présent accord-cadre auront bien été effectuées. Ce rapport devra être transmis au service.

MAINTENANCE PRÉVENTIVE

Sur ce rapport figurera, pour chaque équipement :

- l'identité de la personne ayant réalisé les opérations de maintenance préventive
- le numéro de série de l'équipement
- la date, l'heure de début et l'heure de fin de l'intervention
- la durée totale d'immobilisation totale
- la nature des opérations effectuées
- le niveau de performances obtenu après intervention (contrôles effectués, etc.).

MAINTENANCE CORRECTIVE

Sur ce rapport figurera, pour chaque équipement :

- l'identité de la personne ayant réalisé les opérations de maintenance corrective.
- le numéro de série de l'équipement
- la date et l'heure de début et de fin de l'intervention
- la cause de la panne
- la nature des opérations effectuées
- le niveau de performances obtenu après intervention (contrôles effectués, etc.).

19.4.3 - Modalités de livraison

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché public et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Le titulaire est tenu de réaliser des livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans l'établissement. Il demeure responsable de tout dommage commis par ses agents représentants ou sous-traitants et pouvant affecter les personnes (agents de l'établissement, usagers, visiteurs) et les biens à l'occasion de la livraison des produits.

Le bordereau de livraison doit figurer obligatoirement dans ou sur le colis.

19.4.4 - Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement et/ou le bordereau de prix unitaires, dans les devis ou les factures, notamment les conditions générales de vente, et contradictoires avec les documents contractuels (Cf. article pièces contractuelles du présent document) ne s'appliqueront pas au présent marché public.

20 - Dérogations

- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services